

gouvernement devant la menace d'une insurrection, quelles mesures le gouvernement prend-il pour dissiper les malentendus possibles qui, selon le ministre de la Justice, persisteraient au pays?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Malentendus possibles à quel sujet, monsieur l'Orateur?

**M. MacDonald:** Quant à la nature tant de la menace d'octobre dernier que de la réaction du gouvernement.

**Le très hon. M. Trudeau:** Il n'existe aucun malentendu de ce côté-ci de la Chambre, ni dans le pays, je crois.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacDonald:** Le premier ministre aimerait peut-être prendre note de la question et consulter à ce sujet le ministre de la Justice. J'aimerais cependant demander aussi, étant donné les remarques du ministre sur la nécessité éventuelle de pouvoirs accrus de perquisition, de détention et d'arrestation. si ces questions ont fait l'objet de pourparlers entre les différents ministres de la Justice ou procureurs généraux du Canada, et si le gouvernement s'occupe en ce moment de rédiger une mesure législative à cette fin qui serait présentée avant la fin d'avril.

**Le très hon. M. Trudeau:** Le gouvernement a donné à entendre qu'avant la fin d'avril le Parlement du Canada serait saisi de cette question, et nous avons l'intention d'entendre alors les avis de l'opposition et, en vérité, de toutes autres autorités au Canada qui souhaitent participer à l'élaboration d'une telle mesure législative.

**M. l'Orateur:** Le député de Surrey-White Rock a la parole.

**M. MacDonald:** J'ai une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je signale au député que nous manquons de temps. Il s'est sans doute aperçu que derrière lui, devant lui, à sa droite comme à sa gauche, des députés attendent impatiemment de poser leurs questions. S'il veut poser trois questions dans les quelques minutes qui restent, quelqu'un sera lésé. Je lui permets une question supplémentaire, puis avec toutes mes excuses je donnerai la parole au député de Surrey-White Rock.

**M. MacDonald:** Comme la question est d'importance majeure et que trois mois se sont écoulés depuis l'adoption de la loi sur les mesures provisoires, quand le premier ministre ou le ministre de la Justice seront-ils prêts à présenter les propositions du gouvernement fédéral afin que les Canadiens puissent en discuter sérieusement?

**Le très hon. M. Trudeau:** Nous avons toujours promis à la Chambre que nous le ferions avant la fin d'avril. Nous n'avons pas dit que ce serait nécessairement plus tôt. Nous le ferons dès que possible, et je suis certain que la Chambre sera alors désireuse de faire avancer la discussion.

[M. MacDonald (Egmont).]

## LE CODE CRIMINEL

### LA QUESTION DE L'ALCOOTEST

**M. Barry Mather (Surrey-White Rock):** Je voulais poser ma question au ministre de la Justice mais vu son absence peut-être le ministre des Transports pourrait-il en prendre note ou encore y répondre. Compte tenu de la récente baisse très réconfortante du nombre de morts accidentelles sur la route, soit de 15 à 18 p. 100, estime-t-on, ou 850 vies épargnées en un an grâce à l'adoption de la mesure sur l'alcootest, le gouvernement songe-t-il à maintenir et à renforcer cette loi en dépit des quelques attaques peu judicieuses dont elle fait l'objet devant les tribunaux?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Nous avons l'intention bien arrêtée de maintenir et de renforcer la loi et d'y ajouter d'autres mesures de sécurité, comme je l'ai déjà dit au député à diverses reprises.

\* \* \*

## LA POLLUTION

### WINDSOR—LES CONTRE-MESURES À L'ÉGARD DES USINES AMÉRICAINES

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Puis-je poser une question au ministre des Pêches et Forêts, chargé aussi de l'environnement? Par suite de l'installation prochaine d'un dispositif indicateur de la pollution de l'air à Windsor, il devient tout à fait possible que l'industrie canadienne se voie forcée de fermer ses portes dès que l'indice de pollution aura atteint un niveau trop élevé. Quelles mesures pouvons-nous prendre pour stopper les 90 p. 100 de la pollution que causent dans cette région les usines américaines, et serons-nous capables d'entamer des poursuites judiciaires contre elles, de la même façon que les États-Unis en ont entamé contre des usines canadiennes au Canada?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts):** Monsieur l'Orateur, des problèmes semblables se posent nécessairement si nos normes de qualité de l'air sont plus élevées que celles des États-Unis. Toutefois, le gouvernement des États-Unis nous a fait comprendre qu'il espérait que des normes uniformes pourraient être établies dans toute l'Amérique du Nord, au lieu de fixer des normes différentes.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LES PRÊTS SANS INTÉRÊT AUX PAYS D'AFRIQUE—ON RÉCLAME UNE AIDE SIMILAIRE POUR LES PROVINCES CANADIENNES

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre relativement au voyage de l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Nigeria, au Congo et dans d'autres pays africains.